

Médecine, recherche : Une saignée organisée

Bernard Bouché

L' image de l'Afrique est vécue en Europe de façon schizophrénique. Eldorado de richesses (pétrole, bauxite, cuivre, coltan...), pénurie dramatique pour les populations. Terres fertiles richement arrosées de l'Afrique médiane, absence de réseau d'eau potable pour la majorité de la population. Fascination pour la musique et les arts plastiques africains, analphabétisme massif dans un grand nombre d'états africains.

Xavier Harel, journaliste au quotidien économique *La Tribune* (spécialiste de l'Afrique et de l'économie) a raison d'affirmer : « *Jusqu'ici, le pétrole a surtout été une calamité pour les pays producteurs africains. Certains seraient probablement plus riches si Elf, Chevron, Mobil et d'autres n'y avaient pas découvert l'or noir.* »

Ecrasée par le poids de la dette qu'elle a déjà remboursée dix fois, pillée, affamée, martyrisée, l'Afrique est depuis plus de deux décennies vidée de ses médecins et de ses chercheurs.

« African doctors »...

Fière de ses « french doctors » de Médecins sans frontières ou de Médecins du Monde, la France médiatique oublie que les « african doctors » sont bien plus nombreux à venir soigner les Français. Il y a plus de médecins béninois exerçant en France qu'au Bénin. Le Center for Global Développement évalue à 135 000 le nombre de médecins et infirmiers africains exerçant hors de leurs frontières, chassés par les conflits, la pauvreté et l'incertitude. L'Afrique, où le paludisme et le sida font des ravages, où le taux de mortalité infantile est de 1 pour 10 (1 pour 200 en France) ne compte en moyenne que 14 médecins pour 100 000 habitants (380 en France pour 100 000 habitants).

L'OMS (Organisation mondiale de la santé) estime que sur les 57 pays connaissant une grave pénurie de personnel de santé, 36 sont en Afrique. Dans son rapport l'institution affirme que 25% des agents de santé africains (subsahariens) travaillent dans les pays occidentaux. 20 000 professionnels de santé émigrent chaque année de ces régions, vers l'Europe ou l'Amérique du Nord.

Certes, le taux d'émigration des médecins africains varie beaucoup d'un pays à l'autre : faible au Cameroun avec 3%, il atteint 37% en Afrique du Sud, et bien au-delà dans certains pays. Par exemple, le Ghana qui, après avoir suivi une orientation progressiste de développement, a fait volte-face en devenant un modèle de libéralisme pour la région, a perdu 600 médecins sur un total de 800 entre 1993 et 2002. Le docteur Abdoulaye Bagnou, coordinateur du cabinet du Premier-ministre du Niger fait le constat suivant : « *Dans certains domaines, le Niger a perdu tous ses experts. Nous ne savons plus comment choisir les équipements. Nous avons des difficultés pour planifier et ne pouvons obtenir les conseils de techniciens*

nigériens. Et il nous est impossible de recruter du personnel nouveau. La banque Mondiale et le FMI contrôlent nos dépenses. »

Les pays développés les plus choisis par les médecins et les infirmiers qui s'expatrient sont le Royaume-Uni, les Etats-Unis, la France, La Nouvelle-Zélande et le Canada. Certains de ces états ne craignent pas de publier dans la presse africaine, des encarts publicitaires pour stimuler le recrutement.

En France, 6% des médecins sont originaires d'un pays en voie de développement. En 2008, 5000 généralistes cesseront d'exercer alors que 1 200 seulement s'installeront. Bien que le numerus clausus ait été récemment augmenté, le déficit continuera à s'aggraver au moins jusqu'en 2020 ! C'est donc un pillage organisé qui est programmé pour faire face, vaille que vaille, aux déficits actuels et futurs. Les hôpitaux français ne peuvent fonctionner sans les 7 000 médecins étrangers, africains en majorité, qui assurent une grande part des gardes d'autant que leur statut et leurs rémunérations sont sensiblement différents de ceux de leurs collègues français, pour le même travail.

Un crime contre l'humanité ?

Le docteur Edward Mills du British Columbia Center for Excellence in HIV, de Vancouver (Canada), signe en 2008 dans le *Lancet* (revue scientifique médicale de référence au niveau mondial) un point de vue au vitriol. Le recrutement massif de personnels de santé africains par les pays riches « *devraient être considéré comme un crime international.* (...) *Le recrutement intensif de personnels africains déstabilise les systèmes de santé locaux. Il contribue aux crises sanitaires majeures que connaît le continent.* »

Sur ce sujet, Fidel Castro observe que « *l'expression fuite de cerveaux a fait florès dans les années 60 quand les Etats-Unis accaparaient les médecins du Royaume-Uni. La spoliation avait lieu entre deux pays développés, l'un qui émergeait de la seconde guerre mondiale en 1944 avec 80% de l'or en lingots et l'autre fortement touché et privé de son empire durant le conflit.* ». Aujourd'hui il signale que les victimes sont surtout les petits pays d'Afrique, des Caraïbes et d'Amérique Centrale qui ont perdu jusqu'à 30% de leurs diplômés de l'enseignement supérieur. (Pour certaines îles des Caraïbes, on atteint 80%.) En effet le pillage a largement dépassé la sphère médicale et touche très activement l'ensemble des activités intellectuelles et en particulier la recherche tant fondamentale qu'appliquée.

Vers de nouveaux déserts scientifiques ?

L'OCDE indique que plus de 370 000 chercheurs et ingénieurs en recherche et développement aux Etats-Unis



Bibliothèque de l'Université Cheik Anta Diop, Dakar
(Source : Wikipedia)

sont originaires du Sud (chiffres de 1999). Un exemple : 70% des créateurs de logiciels de la société Microsoft Corporation viennent d'Inde et d'Amérique Latine. On estime, en recoupant les statistiques états-uniennes et européennes, qu'un tiers du potentiel humain du Sud dans ces domaines est expatrié au Nord. 20 000 scientifiques africains quittent chaque année le continent africain. Ce flux, toujours en expansion, doit, aussi être reconnu comme une contribution financière du Sud pour le Nord. Malgré ses abondantes ressources en devises (en grande part inemployées), l'Algérie ne consacre que 0,3% de son P.I.B. à la recherche scientifique (2,5% pour le Qatar). Les conséquences sont dramatiques. Un chercheur titulaire gagne 350 euros par mois quand il débute et espère 500 euros en fin de carrière. (1 200 au Maroc, 800 en Tunisie). En 2007, selon *El Watan*, 300 universitaires ont quitté le pays, le plus souvent à contrecoeur ; d'autres abandonnent l'université ou la recherche et changent d'activité. L'exemple de l'Algérie illustre bien le fait que, lorsque les élites et les classes dirigeantes d'un pays renoncent au développement national, elles ne renoncent pas seulement à l'industrie et à l'emploi, elles ne négligent pas seulement les cultures vivrières pour nourrir la population, mais plongent le pays dans une récession intellectuelle que les jeunes générations algériennes payent déjà chèrement. L'âpreté aux gains des arrivistes au pouvoir conduit à renforcer un « apartheid scientifique » qui exclut déjà une grande partie de l'humanité. Après le fossé économique c'est le fossé scientifique, technique et informationnel qui ne fait que s'accroître.

Les fournisseurs d'accès à l'Internet se trouvent tous, dans les pays à revenus élevés où ne vivent que 16% de la population mondiale. Et à ce jour, seuls 3% de la population africaine a accès à l'Internet, et dans ce domaine, qui n'avance recule...

En exigeant de l'Afrique l'ouverture de ses marchés au commerce mondial (sans droits de douane significatifs), l'Europe et les U.S.A. précipitent les économies africaines vers le chaos et ruinent les efforts de développement tentés ici ou là. En organisant le débauchage des médecins, des infirmiers, des chercheurs, des universitaires, les pays riches concentrent au Nord les lieux de création et de progrès et concourt activement à l'élargissement du désert scientifique et sanitaire. La politique d'immigration choisie est un élément essentiel du dispositif de pillage sans restriction.

Une saignée organisée

La politique de Nicolas Sarkozy à l'égard de l'immigration a deux aspects parfaitement complémentaires :

- Le premier volet de cette politique est la chasse aux immigrés sans papiers, les expulsions selon les quotas. Cette politique, à vocation médiatique, vise à consolider le ralliement des anciens électeurs lepénistes au camp majoritaire. Les rafles à la sortie du métro, les arrestations discrètes à la sortie des écoles ou des préfectures sont là pour flatter l'électeur xénophobe qui est persuadé que l'émigré est la cause de ses difficultés et de celles de la France.

- Le deuxième volet de cette politique, pratiquée aussi par d'autres pays développés, consiste à attirer un personnel qualifié dont la formation a été payée par le pays d'origine.

La Charte Universelle des droits de l'homme de 1945 garantit à chaque personne le droit de se déplacer vers le pays de son choix, chaque nation ayant le droit d'en régler les modalités. Mais pour que ce droit corresponde à un véritable exercice de la liberté individuelle, il faudrait que chacun puisse vivre au pays dignement et en sécurité. Ce n'est pas le cas pour l'Afrique. D'ailleurs comment peut-on exercer ce droit aux pieds des barbelés de Ceuta et Melilla ou après avoir échoué sur les plages de Pantelleria et des Canaries ?

Nombre de pays du Nord ont fixé leurs critères de sélection avec minutie, pour pourvoir à leurs besoins dans le domaine de l'économie et de la santé. (Est-il d'ailleurs excessif de comparer ces méthodes avec celles des « marchands d'ébène » au temps prospère de la traite négrière ?) En légiférant sur ce pillage des compétences, ces pays affaiblissent le Sud pour longtemps, tout en économisant sur les frais de formation.

Le ministre Darcos est obsédé par la nécessité de réduire les sommes consacrées à l'éducation nationale et à la formation. Lui-même et sa collègue Péresse, dans le domaine de la recherche, taillent dans les budgets. Ils ne font qu'appliquer à la lettre les recommandations rendues publiques par la Banque Mondiale. Est-ce bien, sérieux en effet, de payer 15 ou 20 ans d'étude alors que l'on peut faire son marché dans les pays du Sud à moindre coût ?

Contrairement à ces orientations mortifères, la France devrait investir massivement dans les pays d'origine, tout en encourageant et en facilitant les échanges internationaux de spécialistes (congrès, formation, stages). Les centres de recherche cogérés internationalement existent. On vient de se féliciter, en septembre, de l'inauguration du « grand collisionneur de ladrons » (LHC) à la frontière franco-suisse. Cette machine occupe un tunnel de 27 km de long préalablement existant. Elle a coûté 3 milliards d'euros. 5 000 physiciens du monde entier y travaillent, des centaines de centres à travers le monde collaborent.

Cet exemple montre que lorsque la volonté politique existe, il n'y a ni obstacle pour le financement ni obstacle pour le travail en commun. C'est cette volonté qui n'existe pas pour l'Afrique.

Mais dans la France sarkozienne, agressive et déclinante, on est bien loin de ce type de réflexions. Après avoir tenté de promulguer la loi sur le « rôle positif de la colonisation », nul doute que Nicolas Sarkozy ou ses héritiers directs promulgueront une loi sur le « rôle positif de l'immigration choisie ».